



La Commune



Ni quotas, ni barbelés : accueil de tous les réfugiés

Des réfugiés par milliers fuient les théâtres de guerre, de misère et de faim. Les auteurs de ces guerres se retrouvent pris à leur propre piège. Ils ont laissé ces malheureux mourir en Méditerranée, mais suite aux images choc qui ont bouleversé la population européenne, ils tentent d'éviter l'explosion. Entre les tenants de la fermeté la plus abjecte et ceux qui se voudraient plus « modérés », les réfugiés sont pris en otage, devenus les pions d'un jeu douteux.



Depuis de longues années, les États se vantent de contrôler d'une main de fer leur immigration d'un côté, tout en se félicitant d'accueillir une main d'œuvre bon marché de l'autre. Aujourd'hui, l'ordre mondial craque de toute part sous une tension extrême, provoquant des mouvements massifs de réfugiés.

L'Europe construit ses murs

Chaque État va chercher à refiler à l'État voisin la « part » de réfugiés qu'il ne veut pas « gérer ». Ceux qui voient « débarquer » le plus de réfugiés ont le choix : soit appeler à ce que chacun puisse assumer « son vrai contingent de réfugiés », soit rendre hermétiques ses propres frontières.

Le gouvernement Hongrois a choisi la deuxième solution, rien d'étonnant quand on connaît le caractère xénophobe de Viktor Orban.

L'Italie, en première ligne dans l'accueil des réfugiés (avec la France en voisine qui bloque sa frontière à Vintimille), défend l'autre solution en demandant un plus juste partage. Après maintes tergiversations, les grands démocrates européens ont décidé de mettre en place des quotas imposant à chaque État de recevoir sa part de réfugiés. Angela Merkel, qui réclamait une répartition par pays au prorata de sa richesse et de son nombre d'habitants, finit donc par obtenir gain de cause malgré une France hostile dans un premier temps.

Les « solutions » reviennent finalement au même : les réfugiés deviennent otages des États et des capitalistes.

FN et LR aboient ...

Sur fond de campagne électorale, les partis de droite et d'extrême-droite font de la surenchère sur le dos des réfugiés.

De la part du Front National, chantre de la xénophobie, rien de surprenant. « Les Républicains » semblent plus confus... Les uns dénoncent tout bonnement l'arrivée des réfugiés, quand les autres, dans leur grande bonté, veulent bien en recevoir mais pas trop quand même.

Les premiers invoquent nos racines religieuses et se disent éventuellement prêts à accueillir les chrétiens d'orient. Petit problème : comment faire le tri ? Faudra-t-il en revenir aux méthodes « d'antan » quand on demandait aux suspects de baisser leurs pantalons ?

Les seconds ont appelé leurs adhérents à se prononcer. Plus démocratique en effet... Bilan : les 53000 votants sont de fait pour une expulsion en douceur, en supprimant le droit du sol, en supprimant les avantages sociaux pour les réfugiés, en proposant un « Schengen 2 » qui permettrait de remettre en place les frontières (cheval de bataille de Sarkozy), etc. Pas simple, la rivalité avec le cousin FN.

...Hollande-Valls-Cazeneuve s'occupent des rafles

Pour ce qui est du gouvernement « de gauche », il suffit de lire le contenu de l'intervention de Valls, devant le public clairsemé de l'Assemblée Nationale, du 16 septembre. Le premier ministre « de gauche » – puisqu'il vous le dit ! – a tenté de démontrer que le gouvernement ne pouvait être soupçonné de laxisme face aux flux de réfugiés. Il a, tout au long de son discours, insisté sur les mesures du contrôle de l'immigration. Il a réaffirmé que la France n'accueillerait que 24 000 réfugiés en deux ans (soit : 252 en moyenne par département et moins d'un réfugié par commune) et jamais plus de 30 000, annoncé la création de 900 postes au sein de la police de l'air et des frontières (PAF) et l'envoi de renforts policiers à Calais. Calais où la PAF a ordre de procéder à des rafles parmi les réfugiés « en transit » : « *Lors de sa visite à Calais, le ministre de l'intérieur a promis des « tentes chauffées » aux exilés vivant dans le bidonville. Depuis, les placements en rétention se multiplient. Des familles sont séparées car les migrants interpellés sont envoyés aux quatre coins du pays* » peut-on lire sur Mediapart. [L'Etat français enferme les migrants en transit à Calais par centaines - Carine Fouteau - 01-11-2015]

A bas l'espace Schengen, liberté de circulation et d'installation, respect intégral de la convention de Genève sur le droit d'asile ! A bas les « quotas » !

Francis Charpentier, le 02-11-2015

Modifié le dimanche 08 novembre 2015

Voir aussi



La Commune n° 100

dimanche 08 novembre 2015

Sommaire : • Air France : La violence patronale • Editorial : Réforme ou rupture ? • Chronique d'une chute de régime : Hollande, la dictature à tête de veau • Retraites : Accord AGIRC/ARRCO : Accord scélérat ! • Pedro Carrasquedo, membre fondateur de La Commune, nous a quittés... • Pedro Carrasquedo (1951-2015), premiers points de repères biographiques • POI Gluckstein plus... >>

Figure dans les rubriques | Journal trimestriel |